

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Cité administrative - Bâtiment A  
19, rue de Ciron  
81013 Albi Cedex 09

Albi, le 02/07/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/06/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### HYDRO EXTRUSION ALBI

ZA Jean Savy  
BP 6  
81450 Le Garric

Références : 81-CRARC-2024-95  
Code AIOT : 0006802269

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/06/2024 dans l'établissement HYDRO EXTRUSION ALBI implanté Zone Artisanale du Garric 2 - 3 route de Valderiès 81450 Le Garric. L'inspection a été annoncée le 23/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HYDRO EXTRUSION ALBI
- Zone Artisanale du Garric 2 - 3 route de Valderiès 81450 Le Garric
- Code AIOT : 0006802269
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société HYDRO EXTRUSION ALBI SAS est spécialisée dans la fabrication de profilés en aluminium. Le procédé de fabrication des profilés repose sur plusieurs opérations successives et notamment:

- l'extrusion de billettes d'aluminium, chauffées à 450°C, poussées à travers une filière en acier au moyen d'une presse hydraulique afin de former des profilés. Le site dispose de deux lignes d'extrusion;
- le traitement thermique de vieillissement des profilés dans un four à gaz à une température comprise entre 150°C et 200°C permettant de fixer les caractéristiques de résistance et d'élasticité;
- le traitement de surface afin d'enlever une fine couche d'aluminium et de permettre une bonne accroche des résines de peinture poudre sur les pièces;
- l'application et la cuisson des peintures poudre;
- le parachèvement (coupe, usinage et soudure) des profilés en aluminium;
- l'emballage et l'expédition.

Les produits fabriqués sont majoritairement destinés au marché du bâtiment (fenêtres, portes, pergolas notamment), et depuis quelques années, à celui du transport (automobile).

L'établissement est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 23 janvier 2020 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 juillet 2020. Il emploie actuellement 254 personnes auxquelles viennent s'ajouter environ 30 intérimaires.

Historiquement, ce site était exploité par les sociétés HYDRO LAQUAGE ALBI SAS (ex SAPA LACAL) et HYDRO EXTRUSION ALBI SAS (EX SAPA PROFILES). En 2018, le groupe norvégien HYDRO a engagé la fusion/absorption de HYDRO LAQUAGE ALBI SAS dans HYDRO EXTRUSION ALBI SAS.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Interrogé sur la décarbonation du site, l'exploitant a indiqué son intention de remplacer les fours de préchauffage de la ligne d'extrusion n°1 fonctionnant au gaz naturel par des fours électriques. La ligne d'extrusion sera également remplacée par une nouvelle ligne, sans impact sur les émissions de CO<sub>2</sub>. Ces modifications devront faire l'objet d'un porter à connaissance auprès de monsieur le préfet du Tarn, avant leur réalisation annoncée en mai 2025 par la construction d'un nouveau bâtiment.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 8.2.2	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
4	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 8.4.4	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
6	Modifications	Code de l'environnement du 26/01/2017, article R.181-46-II	/	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
7	Autosurveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 3.2.4	/	Demande d'action corrective	2 mois
8	Composés organiques volatils (COV)	Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 3.2.5	/	Demande d'action corrective	2 mois
11	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 4.5.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 8.5.2	/	Sans objet
2	Confinement des eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 8.3.7	Susceptible de suites	Sans objet
5	Circuit de refroidissement ouvert du four de nitruration	Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 4.2.1	Susceptible de suites	Sans objet
9	Effluents industriels pré-traités	Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 4.4.9.1	/	Sans objet
10	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 4.5.1	/	Sans objet
12	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 4.5.3	/	Sans objet
13	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 4.5.4	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a relevé 6 non conformités :

- 3 pour lesquelles une proposition de mise en demeure est transmise à monsieur le préfet du Tarn, dont le projet d'arrêté est joint au présent rapport ;
- 3 pour lesquelles des actions correctives peuvent rapidement être engagées par l'exploitant. Une lettre de suite en ce sens sera adressée à l'exploitant afin qu'il puisse apporter les éléments de réponse dans les délais précisés.

Lors de la réunion de clôture de l'inspection, l'exploitant a été informé des suites administratives susceptibles d'être données.

Par ailleurs, il a été identifié des prescriptions inadaptées dans l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2020, notamment en terme de besoins en eau d'extinction incendie et de confinement de ces dernières.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 8.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'établissement dispose de personnel formé aux premières interventions et aux risques identifiés sur le site. Des exercices périodiques de simulation d'application des consignes d'exploitation et de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention sont réalisés. Les comptes-rendus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Les besoins en eau sont les suivants (chaque scénario est indépendant) : <ul style="list-style-type: none"><li>• pour le bâtiment thermolaquage : 540 m<sup>3</sup> pendant 2 heures ;</li><li>• pour le bâtiment extrusion : 360 m<sup>3</sup> pendant 2 heures ;</li><li>• pour les autres bâtiments industriels : 240 m<sup>3</sup> pendant 2 heures ;</li><li>• pour les bureaux : 120 m<sup>3</sup> pendant 2 heures.</li></ul> [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant a procédé à une nouvelle analyse des besoins en eau pour l'ensemble du site selon le guide pratique d'appui au dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie (guide D9). Il en ressort, après présentation par l'exploitant, que les moyens indiqués dans l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2020 ne sont plus en adéquation avec la situation actuelle. A titre d'exemple, on peut noter des besoins en eau de : <ul style="list-style-type: none"><li>• 600 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures pour le bâtiment extrusion (voire 660 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures en cas d'installation de panneaux photovoltaïques en toiture) ;</li><li>• 166 m<sup>3</sup>/h (arrondis à 180 m<sup>3</sup>/h) pendant 2 heures pour le bâtiment thermolaquage.</li></ul> Cette analyse fait actuellement l'objet d'une expertise par le SDIS afin de s'assurer du respect de

l'application de la méthodologie du guide D9 par l'exploitant et de la présence en alimentation en eau des points d'eau identifiés à cette fin. A ce stade, les moyens en eau, rendus disponibles par l'utilisation simultanée des 5 poteaux incendie bordant le site, sont estimés à 570 m<sup>3</sup>/h. En fonction des résultats de l'expertise du SDIS, une réserve d'eau supplémentaire à mettre en place par l'exploitant (par ex. citerne souple) pourrait être nécessaire.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Compte tenu de ce qui précède, il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection, **au plus tard pour le 31 octobre 2024**, les éléments techniques permettant de justifier :

- du dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie de l'ensemble du site ;
- de la présence, du dimensionnement et de la disponibilité des moyens de défense extérieure contre l'incendie.
- de l'inadaptation des prescriptions de l'article 8.5.2 de l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2020

Dans le cas où les moyens de défense incendie s'avèreraient insuffisants, l'exploitant joindra un échéancier détaillé des travaux à réaliser.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Confinement des eaux d'extinction incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 8.3.7

**Thème(s) :** Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction incendie

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 28/06/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

Les eaux susceptibles d'être polluées en cas de sinistre sont collectées et confinées sur site. Ces eaux sont analysées avant évacuation soit vers la station du Garric, si elles respectent les valeurs limites fixées à l'article 4.4.9 du présent arrêté, soit vers un centre de traitement des déchets agréé dans le cas contraire.

Les zones de rétention suivantes, formant un volume global de 744 m<sup>3</sup> pour le bâtiment thermolaquage, sont maintenues disponibles pour assurer cette fonction :

- sous-sol du bâtiment d'expédition d'une capacité de 230 m<sup>3</sup> et quai d'expédition d'un volume de 191 m<sup>3</sup>, en cas d'incendie du hall ;
- fosse de TTS de 260 m<sup>3</sup> ;
- fosse de rétention de la station de traitement des effluents de 11 m<sup>3</sup> ;
- fosse de rétention de l'atelier de délaquage de 20,2 m<sup>3</sup> ;
- fosses techniques de l'atelier de thermolaquage et le caniveau de liaison TTS : station 14,6 m<sup>3</sup> ;
- réseaux des eaux usées et des eaux pluviales une fois isolés de 11 m<sup>3</sup> ;

- rétentions des stockages de produits chimiques de 7,9 m<sup>3</sup>.

Une ceinture maçonnée autour du local produits chimique avec intégration de batardeaux assure un confinement des eaux d'incendie dans le local, avant transfert vers la fosse du TTS.

Un bassin de rétention des eaux d'extinction incendie d'un volume minimum de 1070 m<sup>3</sup> est présent au nord du bâtiment extrusion et permet de recueillir les eaux incendies des bâtiments extrusion, sertissage et parachèvement. L'exploitant s'assure en permanence que ce volume est toujours disponible. Ce bassin dispose d'une vanne guillotine permettant d'isoler ce bassin du milieu extérieur.

Les réseaux d'eaux pluviales doivent être rapidement obturés afin de les isoler du milieu. Une organisation sur site est prévue en ce sens.

#### Constats :

L'exploitant a procédé à une nouvelle analyse du confinement des eaux d'extinction incendie pour l'ensemble du site selon le guide pratique de dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction (guide D9A). Cette analyse tient compte des nouveaux besoins en eau d'extinction incendie présentés à la fiche de constats n°1. Il en ressort, après présentation par l'exploitant, que les dispositifs de confinement mentionnés dans l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2020 ne sont plus en adéquation avec la situation actuelle.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compte tenu de ce qui précède, il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection, **au plus tard pour le 31 octobre 2024**, les éléments techniques permettant de justifier :

- de la capacité de rétention des différentes zones de confinement des eaux d'extinction incendie pour l'ensemble du site ;
- de l'inadaptation des prescriptions de l'article 8.3.7 de l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2020.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 3 : Désenfumage

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 8.2.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Vérification périodique et maintenance des équipements

#### Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/06/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

#### Prescription contrôlée :

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et

d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.  
Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

**Constats :**

La dernière vérification des dispositifs d'évacuation naturelle de fumée et de chaleur (DENFC) a été effectuée le 22 octobre 2023. De nombreux dispositifs ont été identifiés comme défectueux. A ce titre, l'exploitant a présenté à l'inspection un devis non signé en date du 4 février 2024 pour lequel aucune suite n'a été donnée. Par conséquent, les DENFC défectueux n'ont toujours pas été remis en conformité.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de procéder à la mise en conformité des DENFC défectueux et de transmettre les justificatifs ad hoc au plus tard pour le 31 octobre 2024. Il est proposé d'encadrer cette mise en conformité par la prise d'un arrêté préfectoral de mise en demeure, dont le projet est joint au présent rapport. Dans le cadre de la procédure contradictoire, un délai de 15 jours est laissé à l'exploitant pour faire part de ces éventuelles remarques et/ou observations sur le projet d'arrêté.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 4 mois

**N° 4 : Installations électriques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 8.4.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Installations électriques

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 28/06/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

**Constats :**

L'exploitant a transmis à l'inspection les différents rapports relatifs au contrôle des installations électriques pour l'ensemble du site. Quelques observations ont été notées par l'organisme de



contrôle. A ce titre, l'exploitant a programmé la mise en conformité des installations électriques durant la période de fermeture annuelle du site prévue du 5 au 23 août 2024.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de transmettre les justificatifs permettant de s'assurer de la mise en conformité des installations électriques au plus tard pour le 31 août 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 5 : Circuit de refroidissement ouvert du four de nitruration

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 4.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Circuit de refroidissement ouvert du four de nitruration
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 28/06/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le réseau de refroidissement à l'eau de la porte du four de nitruration est en circuit ouvert.  Une étude technico-économique dont l'objectif est d'étudier les solutions de fonctionnement du réseau de refroidissement en circuit fermé est transmise sous 6 mois au préfet.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a procédé à des modifications sur le circuit de refroidissement à l'eau de la porte du four de nitruration. Ces eaux sont désormais renvoyées vers le bassin de refroidissement de 100 m3 de la tour aéroréfrigérante. Ainsi, sur les 2411 m3 d'eaux prélevées au titre de l'année 2023 pour le refroidissement de la porte du four : <ul style="list-style-type: none"> <li>• 2143 m3 ont été renvoyées vers la TAR ;</li> <li>• 268 m3 ont été rejetées au réseau d'assainissement, soit 11 % du prélèvement total.</li> </ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant poursuivra ses efforts afin de tendre vers une réutilisation totale des eaux issues du circuit de refroidissement de la porte du four de nitruration.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Modifications

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 26/01/2017, article R.181-46-II
---

<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modifications
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Depuis 2022, l'établissement a fait l'objet de plusieurs modifications des installations, sans avoir fait l'objet d'un porter à connaissance détaillé précisément les projets à venir, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la modification du four n°6 et l'ajout du four n°7 au sein du bâtiment extrusion, tous les deux alimentés au gaz naturel et servant pour le traitement thermique des profilés en aluminium ;</li> <li>• le rajout de nouveaux conduits d'évacuation des gaz de combustion du four n° 7 ;</li> <li>• l'arrêt de la tour aéroréfrigérante de 300 kW ;</li> <li>• l'abandon du piézomètre n°2 et la création du piézomètre n°2bis.</li> </ul> <p>Ces modifications, qu'il conviendra de qualifier par l'exploitant comme des modifications notables ou substantielles impactent à minima les prescriptions techniques figurant dans l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2020 régissant le fonctionnement de cet établissement. Elles doivent donc faire l'objet d'un porter à connaissance auprès de monsieur le préfet du Tarn.</p> <p>Il convient de préciser que le porter à connaissance déposé par la société HYDRO EXTRUSION ALBI par courrier en date du 6 août 2021 a fait l'objet d'une demande de compléments de la part de l'inspection (cf rapport de l'inspection du 28 juin 2022) . Cette demande portait sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la modification de l'implantation des fours de traitement thermique n°6 et 7 au sein du bâtiment extrusion par rapport aux éléments mentionnées dans le porter à connaissance ;</li> <li>• la suspension des décisions d'agrandissement du bâtiment emballage de profilés aluminium et de création d'un bâtiment de coupe de profilés et d'emballage de produits en aluminium (ce projet n'a finalement pas été réalisé) ;</li> <li>• l'absence de justification de l'augmentation de 23,7 % des émissions de NOx, passant ainsi de 11,3 à 14 tonnes/an,</li> </ul> <p>En l'absence de réponse de l'exploitant, l'inspection s'est dessaisie de l'instruction de ce porter à connaissance.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de déposer un porter à connaissance auprès de monsieur le préfet du Tarn <b>au plus tard pour le 31 octobre 2024</b>. Il est proposé d'encadrer ce dépôt par la prise d'un arrêté préfectoral de mise en demeure, dont le projet est joint au présent rapport. Dans le cadre de la procédure contradictoire, un délai de 15 jours est laissé à l'exploitant pour faire part de ces éventuelles remarques et/ou observations sur le projet d'arrêté.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 4 mois

**N° 7 : Autosurveillance des rejets atmosphériques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 3.2.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Autosurveillance des rejets atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant contrôle le respect des valeurs limites fixées à l'article 3.2.3 et le bon fonctionnement des systèmes de captation et d'aspiration selon la périodicité indiquée dans le tableau suivant :

N° de conduit	Périodicité
SL9 - SL9bis - SL10 - SL15 - SL16 - SL16bis - SL17 - SP5	1 fois par an
SL3 - SL4 - SL5 - SL6 - SL7 - SL11 - SL13 - SP4 - SP8/9 - SP10/11 - SP 12/13 - SP14/15	1 fois tous les 2 ans
SP1 - SP2 - SP3 - SP6 - SP7	1 fois tous les 3 ans

Les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées 1 mois après la réception du rapport de mesure, accompagnés de leur analyse par l'exploitant.

**Constats :**

L'exploitant a transmis à l'inspection l'ensemble des rapports d'analyses effectuées entre 2021 et 2023 sur les rejets atmosphériques. Toutes les périodicités sont respectées. Il convient de noter quelques dépassements des valeurs limites de rejet (inférieurs à 10 % de la série des résultats des mesure) sans toutefois dépasser le double de ces valeurs.

En revanche, l'exploitant ne transmet pas à l'inspection les résultats des rapports de mesure.

Par ailleurs, les rejets atmosphériques en sortie des conduits SL7 et SL11, reliés aux 2 brûleurs du four de polymérisation, ainsi que le conduit SL13, relié à la chaudière des bains du traitement de surface, ne sont plus soumis à des exigences réglementaires.(cf rapport de l'inspection en date du 23 juin 2020). Par conséquent, l'inspection proposera une mise à jour du tableau des périodicités de mesure lors de la prise d'un prochain arrêté préfectoral complémentaire.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmettra à l'inspection les résultats des analyses réalisées sur les rejets atmosphériques 1 mois après la réception de chaque rapport de mesure, accompagnés de leur analyse.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 8 : Composés organiques volatils (COV)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 3.2.5

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Composés organiques volatils (COV)
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, ainsi que tout justificatif concernant la consommation de solvant (factures, nom des fournisseurs...). Ce plan est mis à jour annuellement.</p> <p>Le flux annuel des émissions diffuses de ces composés ne doit en outre pas dépasser 20 % de la quantité de solvants utilisés.</p> <p>Pour les émissions des composés organiques volatils halogénés étiquetés H351, la valeur limite d'émission est de 20 mg/m<sup>3</sup>. Elle se rapporte à la somme massique des différents composés.</p> <p>Les substances ou préparations auxquelles sont attribuées, ou sur lesquelles doivent être apposées, les mentions de danger H350, H340, H350i, H360F ou H360D, en raison de leur teneur en composés organiques volatils classés cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction, sont remplacées autant que possible par des substances ou des préparations moins nocives. La valeur limite d'émission est de 2 mg/m<sup>3</sup> en COV. Elle se rapporte à la somme massique des différents composés.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection par courrier électronique en date du 26 juin 2024 le plan de gestion de solvants. Le flux annuel des émissions diffuses de COV, calculé par l'exploitant au titre de l'année 2023, représente 3158,5 tonnes sur 15140 tonnes de solvants utilisées, soit 20,86 %.</p> <p>Après vérification des fiches de données de sécurité, il apparaît que les deux solvants utilisés dans le bain de délaquage ne comportent aucune mention de danger H351, H350, H340, H350i, H360F ou H360D.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit mettre en place les actions correctives permettant de limiter le flux annuel des émissions diffuses de COV afin que celui-ci ne dépasse pas 20 % de la quantité de solvants utilisées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 9 : Effluents industriels pré-traités**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 4.4.9.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Effluents industriels pré-traités
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le débit journalier maximum autorisé est de 125 m<sup>3</sup>/j pour le traitement de surface, la moyenne mensuelle du débit journalier est limité à 118 m<sup>3</sup>/j et la limite instantanée à 7,4 m<sup>3</sup>/h.</p>

Le volume rejeté par jour est consigné sur un support prévu à cet effet.

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le réseau communal, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

<b>Rejet N° 1 : en sortie de la station de pré-traitement des effluents</b>
---

<b>Paramètres</b>
-------------------

Température
-------------

pH
----

F
---

Al
----

DCO
-----

MES
-----

Fe
----

Tributylphosphate
-------------------

AOX
-----

Métaux totaux
---------------

Azote global
--------------

Nonylphénols
--------------

Tributylétain
---------------

<sup>(4)</sup> la charge polluante en DCO apportée par les effluents raccordés à la station du Garric doit être inférieure à la moitié de la charge en DCO reçue par cette station.

Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

<p>Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières, excepté pour le pH et la température, qui sont des valeurs instantanées.</p> <p>Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite.</p> <p>Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle pour les effluents aqueux.</p> <p>Les contrôles externes sont réalisés par un organisme compétent, différent de ceux susceptibles d'intervenir en autosurveillance, suivant les méthodes normalisées plus précises que les méthodes rapides. Ces contrôles sont destinés à valider les résultats de l'autosurveillance. Une comparaison des résultats obtenus sur un même échantillon en autosurveillance et par l'organisme externe est effectuée et commentée par l'exploitant. Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du code de l'environnement. Les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose de l'ensemble des résultats d'analyses réalisées au titre des années 2022, 2023 et 2024 sur le rejet n° 1 (eaux industrielles). En revanche, certains d'entre eux ne sont pas saisis dans GIDAF, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'autosurveillance mensuelle sur les matières en suspension au titre de l'année 2023 ;</li> <li>• l'autosurveillance hebdomadaire du 25 janvier au 23 février 2023 sur l'aluminium ;</li> <li>• le contrôle externe pour le 4ème trimestre 2023 sur l'aluminium, le fer, le tributylphosphate, les nonylphénols, le tributylétain et les AOX ;</li> <li>• les contrôles externes pour le 1er et le 2ème trimestre 2024 sur les nonylphénols et le tributylétain.</li> </ul> <p>Quelques dépassements des valeurs limites de rejet sont observés en 2023, notamment sur l'aluminium (3 dépassements avec une valeur maxi à 5,7 mg/l le 14/04/2023), sur le fluor (7 dépassements avec une valeur maxi à 19,76 mg/l le 13/09/2023), sans toutefois dépasser le double de cette VLE.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit veiller au respect de l'ensemble des valeurs limites de rejet des différents polluants émis par l'atelier de traitement de surface. Le suivi rigoureux du bon fonctionnement de la station de traitement physico-chimique doit être poursuivi.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 10 : Surveillance des eaux souterraines**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 4.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositif de surveillance des eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>La surveillance des eaux souterraines est réalisée à partir d'au moins 2 piézomètres dont la situation est précisée en annexe du présent arrêté.</p> <p>Les piézomètres complémentaires sont créés sous 1 an à compter de la date de publication de cet arrêté, en fonction des conclusions du complément du rapport de base exigé par l'article 4.5.5. du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La surveillance des eaux souterraines est désormais assurée par 3 piézomètres, à savoir : PZ1, PZ2bis et PZ3.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 11 : Surveillance des eaux souterraines**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 4.5.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Implantation des ouvrages de contrôle des eaux souterraines</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Lors de la réalisation d'un ouvrage de contrôle des eaux souterraines, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses. Pour cela, la réalisation, l'entretien et la cessation d'utilisation des forages se font conformément à la norme en vigueur (NF X 10-999 ou équivalente).</p> <p>L'exploitant surveille et entretient par la suite les forages, de manière à garantir l'efficacité de l'ouvrage, ainsi que la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages. Tout déplacement de forage est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées.</p> <p>En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant informe le Préfet et prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines.</p> <p>L'exploitant fait inscrire le (ou les) nouvel (eaux) ouvrage(s) de surveillance à la Banque du Sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM. Il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci.</p> <p>Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées en m NGF de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site à chaque campagne. Les localisations de prise de mesures pour les nivellements sont clairement signalisées sur l'ouvrage. Les coupes techniques des ouvrages et le profil géologique associé sont conservés.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que le suivi des eaux souterraines sur le piézomètre PZ2 a été abandonné et qu'un nouveau piézomètre (PZ2bis) avait été installé. Le suivi est désormais assuré par ce nouveau piézomètre PZ2bis. L'exploitant n'a pas déclaré ces modifications au</p>

<p>préfet, ni auprès du BRGM.</p> <p>Les têtes des ouvrages PZ2bis et PZ3 (l'inspection n'a pas vérifié le PZ1) ne signalent pas les localisations de prise de mesures pour les nivellements NGF.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit prendre contact avec le BRGM afin d'inscrire les piézomètres de surveillance (PZ1, PZ2bis et PZ3) à la Banque du Sous-Sol, Il communiquera à l'inspection les codes BSS des ouvrages et leurs identifiants uniques.</p> <p>L'exploitant doit porter à connaissance de monsieur le préfet du Tarn au plus tard pour le 31 octobre 2024 les mesures prises pour l'obturation ou le comblement du piézomètre PZ2 afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines.</p> <p>Il est proposé d'encadrer ces manquements par la prise d'un arrêté préfectoral de mise en demeure, dont le projet est joint au présent rapport. Dans le cadre de la procédure contradictoire, un délai de 15 jours est laissé à l'exploitant pour faire part de ces éventuelles remarques et/ou observations sur le projet d'arrêté.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 4 mois</p>

#### N° 12 : Surveillance des eaux souterraines

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 4.5.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Modalité de surveillance</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les prélèvements et les analyses seront effectués par un laboratoire agréé.</p> <p>La surveillance est réalisée de manière semestrielle (en périodes de hautes et basses eaux) pour les paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- sur tous les piézomètres : niveau piézométrique, pH, conductivité, température, métaux (Al, Fe, Zn), fluorures.</li> </ul> <p>La qualité des eaux est également vérifiée au minimum deux fois pendant les sept jours suivant chaque perte de confinement notable affectant une zone non étanche. En cas de pollution, l'inspection des installations classées en est immédiatement avisée.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant procède régulièrement à la surveillance des eaux souterraines sur les 3 piézomètres. En revanche, l'inspection a noté deux erreurs de saisie dans GIDAF, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• sur le PZ1, lire 1,4 mg/l sur le paramètre aluminium en juillet 2023 (au lieu de 1400 mg/l) ;</li> <li>• sur le PZ2, lire 4,4 mg/l sur le paramètre aluminium en juillet 2023 (au lieu de 4400 mg/l).</li> </ul> <p>Par ailleurs, une erreur est également présente dans le rapport de base (IED) puisqu'il convient de lire 3500 µg/l au lieu de 6500 µg/l pour les résultats en aluminium sur le PZ3 à la date du 24/05/2023.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p>



L'exploitant doit procéder aux corrections précédemment citées dans GIDAF et dans le rapport de base IED. Il informera l'inspection dès réalisation de ces actions.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Surveillance des eaux souterraines**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/01/2020, article 4.5.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transmission des résultats
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A l'issue de chaque campagne de prélèvements et d'analyses, les résultats seront transmis à l'inspection des installations classées, dès réception des rapports d'analyses, via l'application MonICPE (GIDAF : Gestion informatisée des données d'autosurveillance fréquente), sans que les délais de transmission ne puissent excéder 2 mois après la fin de la campagne de prélèvement. Ces résultats seront assortis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de la description des méthodes de prélèvements, de conservation et d'analyse des échantillons et de l'indication des normes en vigueur utilisées ;</li> <li>- d'une comparaison des différents paramètres aux valeurs limites réglementaires ou à défaut aux valeurs guides existantes en vigueur.</li> </ul> <p>Lorsque la surveillance environnementale sur les eaux souterraines ou les sols fait apparaître une dérive par rapport à l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application de l'article R. 512-8 II 1° du code de l'environnement, soit reconstitué aux fins d'interprétation des résultats de surveillance, l'exploitant met en œuvre les actions de réduction complémentaires des émissions appropriées et met en œuvre, le cas échéant, un plan de gestion visant à rétablir la compatibilité entre les milieux impactés et leurs usages</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant procède aux saisies réglementaires dans GIDAF.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite